



Paris, le 8 février 2018

Rapport « Duron » : les petites villes plaident pour un cadre financier ambitieux

L'Association des petites villes de France (APVF), représentée par Jean-Michel Morer, Maire de Trilport et Membre du Bureau de l'APVF, a participé, dans la matinée du 7 février à une réunion de travail que la Ministre des Transports, Elisabeth Borne a proposé aux associations d'élus afin d'échanger sur les préconisations du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures, présidé par Philippe Duron.

L'APVF se félicite de ce temps de concertation entre la Ministre des transports et les différentes associations d'élus, qui a permis un échange en profondeur sur la problématique complexe de l'avenir des transports et des mobilités de façon générale : un débat fondamental pour la vie des habitants et le développement économique des territoires.

Le rapport « Duron », qui s'inscrit dans le prolongement des Assises de la mobilité et a été au cœur des échanges avec la Ministre, a le mérite de dresser un panorama des projets relatifs aux infrastructures ferrées, routières et fluviales et les stratégies de développement afférentes, assortis de trois scénarios de financement : le premier étant le moins ambitieux (aucune ressource nouvelle), le troisième le plus ambitieux (80 milliards d'euros d'investissement prévus sur 20 ans) et le deuxième constituant une solution intermédiaire (60 milliards d'euros d'investissement). L'APVF rappelle qu'il est important de mettre ce document en perspective avec les récents travaux de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières (ARAFER) relatifs à l'état de délabrement avancé du réseau ferré national - pour ce qui concerne les TER et des « transports du quotidien ».

L'APVF a pris connaissance avec satisfaction de la volonté du gouvernement de donner la priorité aux « transports du quotidien ». En effet, la physionomie du réseau ferré doit être rénové urgemment : les carences actuelles en termes d'infrastructures de transport assignent aujourd'hui une large partie de nos citoyens à résidence. Pour l'APVF, la programmation financière qui devra être retenue à terme par le gouvernement doit également répondre à l'enjeu qui consiste à développer des solutions de mobilités inclusives - aujourd'hui dans l'angle mort des pouvoirs publics nationaux – afin de désamorcer les fractures socio-géographiques grandissantes et de créer les conditions d'un développement économique serein dans tous les territoires. C'est pourquoi l'APVF plaide en faveur d'un cadre financier ambitieux, au-delà de celui prévu par le « scénario 2 », tant l'ampleur des défis à relever est grande.

La piste de ressources « innovantes » complémentaires ne doit pas être écartée. Comme d'autres associations, il apparaît cohérent à l'APVF d'explorer de nouvelles sources de financement, telle une taxe sur les bénéfices réalisés par les sociétés d'autoroute.

Contact Presse

André ROBERT, Délégué général - 01 45 44 00 83 - 06 80 84 27 53 arobert@apvf.asso.fr
Matthieu VASSEUR, Chargé de mission - 01 45 44 00 83 - 06 85 85 24 72 mvasseur@apvf.asso.fr
Atte OKSANEN, Chargé de mission - 01 45 44 00 83 - 06 30 26 23 95 aoksanen@apvf.asso.fr
APVF, 42 Bd Raspail, 75007 PARIS - www.apvf.asso.fr

